



Causes et solutions

LA FMOQ A PRIS ses responsabilités au cours des dernières années en plaidant sur toutes les tribunes pour que l'accès à un médecin de famille ainsi que la prise en charge et le suivi des soins qui en découlent soient enfin une véritable priorité au Québec. Heureusement, nos efforts, du moins à certains égards, semblent avoir porté des fruits, car tous les partis politiques du Québec parlent maintenant de médecine familiale et en font leur grande priorité dans le secteur de la santé. Cependant, encore faut-il bien analyser, au départ, les causes sous-jacentes de l'accès parfois difficile aux soins de première ligne.

Les causes

D'abord, trois causes incontestables sont bien établies : le sous-financement chronique des soins de première ligne dans la communauté (seulement 3 % de l'ensemble du budget dévolu à la santé et aux services sociaux au Québec), le faible niveau de soutien professionnel, technique et administratif dont disposent les médecins de famille en clinique médicale et le travail essentiel des omnipraticiens en milieu hospitalier (40 % de leurs tâches professionnelles). Évidemment, ces trois éléments à eux seuls pourraient justifier l'imperfection de l'offre actuelle de soins en première ligne.

Toutefois, un quatrième élément mérite qu'on s'y attarde, car il est très éloquent. Il s'agit de l'écart grandissant et continu en nombre absolu entre les médecins omnipraticiens et les médecins spécialistes en exercice au Québec. Et les chiffres de la RAMQ, malheureusement, sont stupéfiants sur ce point. Alors qu'en 2000-2001, on parlait d'un ratio de 50/50 avec 7287 omnipraticiens et 7301 spécialistes en exercice, en 2010-2011, le ratio est plutôt de 52/48 en faveur des spécialistes qui sont maintenant 8887 contre 8180 omnipraticiens ! Le nombre de spécialistes a donc augmenté de 21,72 % (2,17 % en moyenne par année) depuis dix ans au Québec, comparativement à seulement 12,25 % (1,22 % en moyenne par année) du côté des

médecins de famille pendant la même période. Par conséquent, le Québec a aujourd'hui 707 spécialistes de plus que le nombre total d'omnipraticiens. Voilà une information fort pertinente qui explique bien des choses, surtout lorsqu'elle est jumelée au fait que les médecins de famille doivent de plus en plus travailler en deuxième ligne.

Pourquoi cet écart ne cesse-t-il de se creuser ? Essentiellement en raison du trop faible attrait de la médecine familiale auprès des étudiants en médecine. Encore là, les chiffres parlent d'eux-mêmes. Au cours des cinq dernières années, à titre d'exemple, 293 des 1818 postes prévus de résidence en médecine familiale sont demeurés vacants (soit 16 %), alors que du côté des spécialistes, seulement 98 des 2275 postes n'ont pas été pourvus (soit 4 %). Les conditions de pratique difficiles des médecins de famille ont donc manifestement un prix.

Le discours politique

Tout parti politique qui aspire à gouverner le Québec doit donc prendre acte des données que nous avons énumérées précédemment avant de promettre quoi que ce soit aux Québécois en matière de soins de première ligne.

Les omnipraticiens travaillent d'arrache-pied au Québec, autant en clinique médicale qu'en milieu hospitalier. Ils sont partout dans le réseau à tenir le fort. Dans ce contexte, les politiciens doivent tenir compte des causes derrière la situation trop souvent difficile vécue sur le terrain, et conséquemment, ne prendre en compte que des solutions qui sont en lien avec celles que la FMOQ défend depuis des mois. Après tout, ces solutions sont connues et passent inévitablement et simplement par des correctifs importants aux problèmes nommés ci-dessus.

Le président,

D^r Louis Godin

Le 16 février 2012